



Géopolitique de l'Indo-Pacifique

Isabelle Saint-Mézard

Paris, Presses universitaires de France, 2022, 216 pages

The Indo-Pacific Theatre: Strategic Visions and Frameworks

Srabani Roy Choudhury (dir.)

New York, Routledge, 2022, 282 pages

L'Indo-Pacifique est devenu en quelques années un cadre d'analyse de référence pour nombre de stratèges, chercheurs et praticiens des relations internationales en Asie. Les documents institutionnels émanant de ministères des Affaires étrangères ou de la Défense abondent désormais tout autant que les travaux de recherche scientifiques sur le sujet. Pour autant, le décalage est flagrant entre le nombre et la fréquence des publications émanant de chercheurs asiatiques, notamment indiens, anglo-saxons et européens. Sur ce dernier point, on ne manquera pas de s'étonner que la communauté scientifique française ne se soit pas mobilisée davantage et plus tôt sur un concept auquel les cercles dirigeants du pays se sont ralliés avec empressement, suscitant même l'adhésion de l'Union européenne (UE) et de partenaires majeurs comme l'Allemagne et les Pays-Bas.

C'est dire que, pour les lecteurs francophones, l'ouvrage d'Isabelle Saint-Mézard, maître de conférences à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8 et chercheur associé au Centre Asie de l'Ifri, arrive à point nommé. Il apporte en effet un éclairage bienvenu et fouillé sur la construction de ce que l'auteur définit comme une « nouvelle représentation de l'Asie-Pacifique », caractérisée par une perspective géographique plus vaste, à dominante maritime. Plus significativement, elle y décèle une géopolitique des rapports de force. Car, au-delà d'une cartographie bi-océanique mettant en lumière les interdépendances économiques découlant de la maritimisation des échanges et des flux mondiaux, l'Indo-Pacifique révèle une nouvelle cartographie de la puissance et un projet politique. Dans sa recherche de l'origine, mais aussi de l'appropriation du concept d'Indo-Pacifique, l'auteur élabore dans un chapitre introductif une typologie très éclairante. Elle définit ainsi la catégorie des États « fondateurs », dans laquelle elle place le Japon, les États-Unis, l'Australie et l'Inde ; puis les États et organisations régionales « convertis », parmi lesquels l'Indonésie, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la France et l'Europe ; enfin, elle évoque les États « réfractaires », au premier rang desquels figure la Chine – qui perçoit, non sans justesse, l'Indo-Pacifique comme essentiellement dirigé contre elle –, mais aussi la Russie ou la Malaisie.

Pour autant, c'est bien la question de la Chine qui est posée, et Isabelle Saint-Mézard s'efforce à travers les quatre chapitres suivants de comprendre les stratégies indopacifiques des différents acteurs. Au-delà de l'impératif affiché de défense d'un ordre maritime fondé sur des règles, il s'agit d'évaluer si ce concept peut s'appréhender comme une réponse ou non aux actions de la Chine. La conclusion de l'auteur est que l'adhésion au concept d'Indo-Pacifique des quatre

États fondateurs exprime une même « anxiété géopolitique » face à l'émergence multidimensionnelle de la Chine.

Ceci ne va pas sans des différences d'approche, à commencer par la définition géographique du concept, très englobante pour le Japon, plus sectorisée sur son océan éponyme pour l'Inde et sur le Pacifique pour les États-Unis. Cette question des divergences voit l'auteur orienter sa réflexion dans une perspective plus opérationnelle pour s'attacher à la pratique des acteurs, à la définition de leurs priorités stratégiques et des formats et dialogues de coopération qui en découlent. D'où un examen détaillé du nouveau format constitué par le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad). Le dernier chapitre aborde l'imaginaire géopolitique entourant l'idée d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » et ses déclinaisons normatives tant dans les domaines maritimes qu'économiques. Enfin, l'ouvrage s'achève par une réflexion, dont on regrettera la brièveté, sur le rôle de la France et de l'UE dans la région.

L'ouvrage *The Indo-Pacific Theatre*, dirigé par Srabani Roy Choudhury, professeur en études japonaises au Centre pour les études d'Asie de l'Est de l'université Jawaharlal-Nehru, fait largement écho aux analyses développées par le livre de sa consœur française. Sur la forme, le propos y est plus fourni car l'ouvrage s'appuie sur les contributions de quatorze chercheurs, mais le plan en quatre parties adopté restitue les thématiques abordées dans le travail d'Isabelle Saint-Mézard, avec un même effort de contextualisation. On y lira avec intérêt une analyse détaillée du cadre de sécurité de l'Indo-Pacifique, une réflexion sur les relations sino-américaines, l'examen de stratégies régionales dont celles de l'ASEAN et de l'UE, pour terminer sur un tableau exhaustif des initiatives économiques structurant la région indopacifique.

Les deux publications s'accordent sur la genèse de l'Indo-Pacifique, c'est-à-dire le rôle actif du Japon de Shinzo Abe et l'endossement de la notion d'Indo-Pacifique libre et ouvert (*Free and Open Indo-Pacific*) par les États « fondateurs », pour reprendre la typologie définie par Isabelle Saint-Mézard. Toutefois, on observera que les travaux dirigés par Srabani Roy Choudhury accordent une place décisive à la « sécuritisation » du concept d'Indo-Pacifique, à travers notamment l'examen de la place du Quad et de sa capacité à homogénéiser les différentes approches de ses quatre membres originels mais aussi à s'ouvrir à de nouveaux partenaires et à des problématiques para-sécuritaires. De plus, ces travaux apportent une réflexion complémentaire très utile sur la réception du concept d'Indo-Pacifique par la Chine, problématique peu développée dans l'ouvrage d'Isabelle Saint-Mézard.

Le débat sur le Quad constitue l'une des parties les plus intéressantes du livre *The Indo-Pacific Theatre*. En effet, le format servant de cadre pratique à la mise en œuvre du concept d'Indo-Pacifique, son avenir et sa capacité à s'élargir apparaît essentiel pour la crédibilité des stratégies en cause. D'ailleurs, les divergences observées entre ses membres sur le futur du Quad renvoient assez clairement aux différences de visions sur ce que représente l'Indo-Pacifique. Par exemple, pour

le chercheur japonais Kei Koga, fidèle à la ligne inclusive du Japon, l'institutionnalisation progressive du mécanisme, tout comme son élargissement, pourraient le placer en concurrence directe avec l'ASEAN et miner la légitimité de l'organisation régionale, ce qui n'est pas souhaitable pour Tokyo. Peter Harris, en décrivant l'ambition américaine de faire du Quad une communauté de sécurité indopacifique construite pour résister à la Chine, renvoie à la vision idéologique de l'Indo-Pacifique défendue par les États-Unis. Il est toutefois également conscient que la constitution, au demeurant non garantie, d'un « Quad plus » serait perçue comme la création d'un bloc rival par l'ASEAN. La position australienne verrait plutôt le Quad comme un mécanisme para-sécuritaire, susceptible de renforcer la coopération militaire entre ses membres mais aussi de répondre à des besoins régionaux plus vastes. Il s'agit de renforcer l'attractivité du Quad face aux offres chinoises en dispensant des biens communs. La constitution de l'AUKUS en 2021 tendrait d'ailleurs à renforcer le Quad dans son rôle de pourvoyeur de services publics, ce qui ne peut que conforter une Inde peu encline à endosser une posture trop alignée au sein d'un mécanisme ouvertement anti-chinois.

Différents sur la forme mais complémentaires sur le fond, l'ouvrage d'Isabelle Saint-Mézard et celui dirigé par Srabani Roy Choudhury rassemblent des réflexions éclairantes sur l'émergence du concept d'Indo-Pacifique et les divergences existantes dans les représentations, visions ou stratégies des États et des organisations régionales, de plus en plus nombreux, qui s'y réfèrent. Tous deux s'accordent à souligner l'importance stratégique de cette méga-région, qui s'affirme de plus en plus comme théâtre d'une compétition de puissance tournant au rapport de force, notamment entre la Chine et les États-Unis. Isabelle Saint-Mézard mobilise avec sagacité et l'élégance de style qui la caractérise les outils de la géopolitique lacostienne en s'attachant à identifier les intérêts stratégiques des principaux acteurs. D'où l'importance et le nombre de cartes illustrant son propos. Une démarche que l'on retrouve dans l'ouvrage dirigé par la professeure Roy Choudhury, marqué par une approche géopolitique critique. Richement documentées, dotées d'un corps de notes, de références bibliographiques et de nombreuses illustrations, ces publications constituent des ressources précieuses pour une très large audience. Étudiants, chercheurs, diplomates, militaires, public intéressé par l'évolution des relations internationales asiatiques, nombreux sont ceux qui y trouveront des éléments d'analyse critique leur permettant de mieux appréhender la nature du débat et des enjeux qui caractérisent ce nouveau théâtre géopolitique.

Marianne Péron-Doise

Chercheuse associée à l'IRIS,
directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique

Relations internationales

HISTOIRES DIPLOMATIQUES. LEÇONS D'HIER POUR LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Gérard Araud

Paris, Grasset, 2022, 320 pages

À l'heure du retour de la guerre de haute intensité en Europe, le dernier livre de Gérard Araud entend tirer les leçons des grandes péripéties diplomatiques auxquelles la France a été mêlée depuis un peu plus de trois siècles. Ces exemples doivent permettre au pays de mieux guider sa politique extérieure présente et à venir.

En introduction, l'ancien ambassadeur en Israël, aux États-Unis, et représentant permanent de la France aux Nations unies, fait le constat de la coupable ingénuité d'une Europe considérant que « la guerre n'était plus qu'un archaïsme ». L'agression russe de l'Ukraine, pour tragique qu'elle soit, pourrait en fin de compte sonner le réveil de l'Europe face au retour des politiques de puissance. C'est une ambition que porte tout le livre : un « réarmement intellectuel » pour nous « préparer à l'imprévu ».

De la succession de la Couronne espagnole vers 1700 à l'invasion de l'Irak par les États-Unis et leurs « supplétifs » en 2003, l'histoire martèle qu'en matière de politique étrangère les passions mènent trop souvent au désastre et compliquent singulièrement la tâche du diplomate. À travers dix événements emblématiques sont examinées la position des principaux acteurs, les conséquences qui en découlent et les leçons qui en ressortent. Le congrès de Vienne,

par exemple, illustre la confusion entre politique étrangère et diplomatie, et la marche vers la Seconde Guerre mondiale révèle la solitude soudaine du pays agressé.

Mais, comme l'annonce le titre, les dix chapitres ont également pour fonction d'éclairer le monde contemporain. Ainsi la paix d'Amiens (1802-1803) renvoie-t-elle à l'accord lacunaire du Brexit, et la débandade franco-britannique de Suez (1956) rappelle combien « les diplomates ne font pas le poids devant les képis », à l'image d'un engagement français au Mali dont la séquence vient de s'achever. Autant d'épisodes qui permettent à Gérard Araud d'évoquer des débats très actuels, comme le statut des fonctionnaires du Quai d'Orsay, mais aussi le concept d'autonomie stratégique européenne, le champ d'action de l'OTAN ou encore les sanctions contre la Russie, « panacée des démocraties qui n'ont ni les moyens militaires de leurs bonnes intentions, ni la moindre volonté d'y recourir ».

Sonder et analyser le passé pour bâtir l'avenir ? La méthode rappelle celle de Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'État américain à qui l'auteur a consacré son précédent livre, et dont la figure tutélaire est omniprésente, de l'introduction à la conclusion de ce volume.

En fin d'ouvrage, le lecteur est invité à mesurer, à l'aune des faits exposés, combien l'art délicat de la diplomatie internationale est le jouet de l'*hubris* des hommes politiques, trop souvent guidés par leurs émotions et les préjugés. À ce piège, l'auteur oppose une vision réaliste classique, qui consiste à défendre les intérêts du pays en fonction du rapport des forces avec les acteurs en présence : « le bon droit ne suffit pas ; les gros bataillons importent plus ». Gérard

Araud insiste cependant sur sa vision non belliqueuse des relations internationales : sauf cas exceptionnels, réalisme doit rimer avec pacifisme. Or cela suppose prudence et empathie, car « le monde ne rêve pas de devenir une Union européenne globale ».

Vladimir Pol

THE TROPICAL SILK ROAD. THE FUTURE OF CHINA IN SOUTH AMERICA

Paul Amar, Lisa Rofel, Maria Amelia Viteri, Consuelo Fernández-Salvador et Fernando Brancoli (dir.)
Redwood City, Stanford University Press, 2022, 472 pages

Le titre de l'ouvrage est quelque peu trompeur : la Route de la Soie est pour la Chine une stratégie d'extension de son influence économique et, dans une certaine mesure, culturelle, or économie et culture sont ici largement absentes. On ne propose pas une vue d'ensemble de la percée économique de la Chine en Amérique du Sud, comme investisseur, prêteur ou exportateur. L'intérêt des auteurs les porte vers l'impact sur les communautés affectées (surtout indiennes, mais pas seulement) des projets chinois dans les mines, l'industrie ou les infrastructures ; il s'agit d'une approche d'anthropologues, et non d'économistes. De même, quand les questions culturelles sont abordées, ce n'est pas sous l'angle du *soft power* que les autorités chinoises essaient de développer ailleurs *via* la Route de la Soie, mais sous celui du choc culturel provoqué dans les communautés sud-américaines par les projets chinois. Il semble pourtant difficile de pronostiquer « le futur de la Chine » dans le sous-continent sans aborder son influence

économique montante (et ses limites) ou ses ambitions culturelles.

Le sous-titre illusionne aussi sur la géographie. Les articles rassemblés concernent deux pays, le Brésil et l'Équateur, d'où sont originaires la quasi-totalité des contributeurs. Il s'agit certes de deux cas intéressants, et différents, mais qui sont loin de représenter le spectre des questions posées par la présence croissante de la Chine en Amérique du Sud. Si le rapport de l'Argentine à la Chine a des similarités avec celui du Brésil, les cas du Chili ou du Pérou, où la Chine est au premier chef intéressée par les secteurs miniers mais aussi par la production de fruits et légumes frais, et du Venezuela, où elle intervient avant tout comme prêteur (prenant des garanties qui restent obscures), sont très différents. Il en est de même de la Colombie, où la Chine est arrivée plus tard et où elle est peu présente comme investisseur.

L'ouvrage ne manque pourtant pas d'intérêt. Il donne la parole à des universitaires issus de ces communautés indiennes, apportant ainsi un point de vue original et rare. Il recèle ainsi de nombreuses « perles », exposant de manière éclairante les succès et les échecs de ces communautés face aux projets miniers ou d'infrastructures qui menacent de les déstabiliser. On n'en citera qu'une : « Rio Blanco: The Big Stumbling Block to the Advancement of China's Mining Interests in Ecuador », du collectif Yasunidos Guapondélig. Enfin, l'effort de synthèse du chapitre d'introduction apporte une cohérence à un ensemble de contributions parfois divergentes. Ce chapitre pose en particulier une question centrale : en Amérique du Sud, l'impact de la Chine sur les populations, et en particulier les

communautés défavorisées et fragiles, est-il vraiment différent de celui qu'a pu avoir dans le passé le « Nord global » ? Et, en termes plus imagés, l'« inévitable mariage » (la formule est de l'ex-vice-président brésilien Mourão) entre la Chine et le Brésil est-il préférable à la « fraternité » qu'invoquait Zhou Enlai à Bandung en 1955 ? Les auteurs laissent entendre que si le concept de « fraternité » a pu *ex post* être soupçonné de relents machistes, le « mariage inévitable » laisse (surtout dans la bouche d'un général brésilien bolsonariste) peu d'espoir d'une relation équilibrée.

Jean-Louis Martin

FRÉQUENTER LES INFRÉQUENTABLES

Manon-Nour Tannous (dir.)
Paris, CNRS Éditions, 2023,
304 pages

La vie internationale a des acteurs multiples d'une respectabilité variable, qu'il s'agisse d'États, de nouveaux gouvernements nés d'une révolution ou de mouvements de libération. Sont-ils tous fréquentables ? Onze cas sont ici étudiés, de la Corée du Nord à l'Iran en passant par la Colombie.

Définir des règles simples se révèle difficile à un moment où, comme le constate Manon-Nour Tannous, « la désignation comme infrequentable tend à s'intensifier ». Les États-Unis emploient à cet égard une terminologie initiée par Bill Clinton avec les *rogue states*, que George W. Bush a élargie avec l'*axe du mal*, représentant un ensemble d'États menaçant collectivement l'Amérique. L'ayatollah Khomeiny n'est pas en reste en dénonçant le Grand Satan.

Ainsi se pose un problème de labellisation : selon quels critères justifier l'infrequentabilité ? La première condition est naturellement le statut étatique mais n'exclut pas les acteurs qui ont un projet étatique comme les mouvements de libération. La représentativité doit être prise en compte, qu'il s'agisse de la légitimité produite par les urnes mais aussi de l'« autoritarisme amélioré ». Enfin, le respect du droit ou les méthodes de gouvernement sont également des critères décisifs. Cependant « la grammaire de l'infrequentable s'avère plus complexe », car elle n'est pas absolue mais relative. On assiste effectivement à des évolutions de la fréquentabilité dans le temps, qu'il s'agisse de la Syrie de Bachar Al-Assad, de la Libye de Kadhafi, de l'OLP de Yasser Arafat ou des Forces armées révolutionnaires de Colombie.

Pierre Grosser s'interroge sur les éventuelles occasions manquées. N'aurait-on pas dû négocier plus tôt avec un interlocuteur d'abord récusé et qui devient incontournable, comme Ho Chi Minh ou Yasser Arafat ? À l'inverse certains, aux États-Unis, estiment que l'on a reconnu la Chine communiste de façon prématurée. Dans ce débat, le syndrome de Munich reste encore très présent et l'« hitlérisation » régulière de certains dirigeants peut conduire au désastre, comme le montre l'intervention américaine en Irak.

C'est tout le problème du caractère moral ou non de la politique étrangère qui est posé par cet ouvrage. Sa complexité, et les études de cas proposées, montrent qu'il n'y a pas de solution pleinement satisfaisante, et qu'il est parfois indispensable de discuter avec le diable en se servant d'une longue cuillère. Les démarches parfois erratiques menées par les États-Unis avec

certains pays ou interlocuteurs l'ont démontré. En fait, comme le reconnaît Thomas Lindemann à propos de l'Iran, « le fait d'exclure un État en niant son statut d'interlocuteur ne l'incite pas à coopérer ».

On lira avec intérêt cet ouvrage riche en exemples concrets qui, par-delà la recherche de critères définissant la fréquentabilité, permet de voir que « la pratique diplomatique [...] répugne à penser en injonctions de type toujours (fréquenter) ou jamais ». Entre *Realpolitik* et respect des valeurs, le choix n'est jamais simple si l'objectif est bien de promouvoir l'intérêt national. Mais les scrupules affichés dans les pays occidentaux, souvent à géométrie variable, ne semblent guère partagés par la plupart des pays du Sud, qui n'hésitent pas par ailleurs à dénoncer le « deux poids deux mesures », voire l'hypocrisie, des pays du Nord.

Denis Bauchard

LA RANÇON DE LA TERREUR : GOUVERNER LE MARCHÉ DES OTAGES

Étienne Dignat

Paris, Presses universitaires de France, 2023, 448 pages

« Le rituel est connu, répété, cruel » annonce Étienne Dignat en prologue d'un ouvrage issu de sa thèse de doctorat. Ce rituel est celui, terrible, de l'enlèvement d'hommes et de femmes par des organisations désignées comme terroristes. C'est sur les réponses apportées par les États occidentaux aux demandes de rançons suivant ces prises d'otages que se penche le jeune docteur en science politique de Sciences Po Paris.

Face à ce qu'Étienne Dignat nomme le « dilemme des otages », deux approches sont traditionnellement possibles. La première, dite « solidaire », est celle de la plupart des États d'Europe continentale, en particulier l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie, qui consentent à s'acquitter des rançons – bien qu'ils prétendent souvent le contraire – pour sauver leurs citoyens. L'alternative « sacrificielle », privilégiée par les pays anglo-saxons, s'incarne dans un refus catégorique de « payer les terroristes », même s'il équivaut à la condamnation à mort d'un ressortissant. Alors que les premiers justifient le versement des rançons par des arguments déontologiques plaçant la vie au-dessus de toute autre considération – quitte à voir le montant des sommes exigées s'envoler –, les seconds adoptent plutôt une rhétorique conséquentialiste : le fait de payer renforcerait les groupes armés terroristes tout en les incitant à perpétrer de nouveaux enlèvements. Pourtant, ni l'une ni l'autre de ces approches ne permet d'endiguer les enlèvements de ressortissants occidentaux dans des zones contestées.

Parce qu'il juge qu'aucune de ces réponses n'est satisfaisante, le chercheur en propose une troisième, qu'il appelle « responsabilisante ». Celle-ci entend sortir les États du jeu pour éviter que les demandes des acteurs terroristes ne prennent encore de l'ampleur – par exemple par des demandes de libérations de prisonniers ou d'évacuation de certaines zones –, ou qu'une politique de fermeté ne donne lieu à des situations iniques – en particulier lorsque les familles des otages se voient interdire de payer la rançon sous peine d'être inculpées pour financement du terrorisme. En s'inspirant du dispositif des assurances *Kidnap & Ransom*, qui existent déjà pour les demandes de

rançon émanant de groupes criminels, les enlèvements pourraient ainsi être largement évités et les sommes versées mieux contrôlées. Cette option présente également l'avantage de dépolitiser les concessions exigées par les preneurs d'otages, puisque les compagnies d'assurances ne sont pas en mesure d'accéder à des demandes politiques. L'approche « responsabilisante » implique, en revanche, comme son nom l'indique, de responsabiliser davantage les individus eux-mêmes et leurs employeurs, ce qui suppose d'abandonner le paradigme de la responsabilité absolue de l'État vis-à-vis de ses citoyens.

Résolument tourné vers le réel, cet essai s'appuie sur un répertoire extrêmement riche d'exemples contemporains, mais aussi sur quelque cent entretiens menés dans sept pays qui permettent, comme le souligne l'auteur lui-même, de « dépasser le cénacle académique ». En s'extrayant du dilemme « payer ou ne pas payer » pour lui préférer la question « qui doit payer ? », Étienne Dignat avance une solution concrète à un problème resté trop longtemps dans les zones d'ombre de la politique étrangère.

Laure de Roucy-Rochegonde

GÉOPOLITIQUE DES OUTRE-MER. ENTRE DÉCLASSEMENT ET (RE)VALORISATION

Fred Constant

Paris, Le Cavalier Bleu, 2023,
208 pages

Après la *Géopolitique des îles* de Marie Redon en 2019, les éditions Le Cavalier Bleu publie dans la même collection de petits ouvrages synthétiques sur la « géopolitique » un livre recoupant en partie la problématique des territoires

insulaire dans le monde. Le politologue Fred Constant, professeur à l'université des Antilles, aborde ce thème, qu'il qualifie avec justesse d'« angle mort de la géopolitique où ils n'apparaissent que furtivement », avec quelque 80 territoires de tailles et de situations géographiques très variables, du Groenland à l'île de Pâques. Ils possèdent le caractère commun d'être des « outre-mer », aux institutions et aux statuts très divers, mais à la souveraineté toujours partielle et dépendant sur des modes divers d'une métropole ou d'une fédération plus ou moins lointaine. Ce que certains contesteront : l'auteur va jusqu'à intégrer dans cet ensemble le 51^e État américain, Hawaï, aussi bien que Hong Kong pour la Chine.

Particulièrement au fait de la situation et des enjeux des Caraïbes mais sans oublier le Pacifique et en actualisant son analyse jusqu'à la présidence d'Emmanuel Macron, Fred Constant entend procéder à une « géopolitique comparée » des outre-mer français, des autres pays européens et du reste du monde (Chili comme Russie ou Japon).

La tâche n'est pas aisée car, malgré la parfaite concordance sémantique du français « outre-mer » et de l'anglais *overseas*, les appréhensions britannique et française de la projection nationale dans ces pays et leurs eaux territoriales n'ont rien de similaire, ni politiquement ni économiquement, et surtout culturellement. La départementalisation des Antilles françaises est présentée ici comme une « forme inédite de décolonisation par intégration », ce qui n'a guère de sens pour un Royaume-Uni ayant abandonné historiquement ses petits territoires du Pacifique (sauf Pitcairn) à des dominions, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont une pleine souveraineté internationale terrestre et

maritime. Comme le souligne Fred Constant, tout se joue pour eux dans le Commonwealth, cadre plus large et plus rassembleur que celui des minuscules *British Overseas*. Après le Brexit, il parle même de leur « régression » car ceux-ci ont « perdu leur statut de territoires associés à l'Union européenne » tout en étant (sauf Gibraltar) victimes d'une « invisibilité » dans le débat intérieur au Royaume-Uni.

La simple qualité d'« outre-mer » ne suffit donc pas en tant que telle pour situer ces territoires dans une problématique et une échelle communes, tout particulièrement en termes de déploiement sécuritaire. Les États-Unis à Hawaï et les départements français de la Réunion n'ont pas, à l'évidence, d'implantation militaire à projection régionale, ni de position géostratégique, comparables.

La conclusion, qui aborde la place des outre-mer dans la mondialisation en affirmant qu'ils y fournissent toujours des « leviers de puissance » mais pointe également une « dépréciation relative des territoires de la façade atlantique » par rapport à ceux de la « zone indopacifique », confirme, quant à l'analyse du lien de ces territoires avec leurs métropoles, la vision spécifiquement française d'un livre stimulant sur un sujet délicat et rarement traité avec ce souci de synthèse élégante.

François Gaulme

UNIVERSAL FOOD SECURITY: HOW TO END HUNGER WHILE PROTECTING THE PLANET

Glenn Denning
New York, Columbia University
Press, 2023, 448 pages

Glenn Denning s'intéresse ici à la transformation du système alimentaire dans le but de parvenir à une alimentation nutritive pour tous, tout en préservant l'environnement. Praticien, universitaire, enseignant et conseiller agricole de renommée mondiale, l'auteur a souhaité compiler les connaissances multiples qui existent sur le sujet. L'ouvrage propose un format dynamique où se succèdent des récits d'expériences vécues par l'auteur, des réflexions de ses pairs, des schémas synthétiques et des photographies.

Pendant des millénaires, le climat a façonné la répartition géographique et la productivité de l'agriculture. Aujourd'hui changeant, il s'accompagne d'une dégradation des ressources naturelles nécessaires à la production, à savoir l'eau et le sol. Sans tomber dans l'optimisme technologique, Glenn Denning présente sans tabou les technologies au service de la production et considère leur utilisation complémentaire au savoir et à l'intelligence humaine. Le défi alimentaire à venir est immense, puisqu'en plus du milliard de terriens aujourd'hui en situation de « sous-nutrition » et des deux milliards qui sont en situation de « surnutrition », la population mondiale devrait croître de 25 % d'ici 2050.

Pour Glenn Denning, l'effort à fournir afin d'atteindre une alimentation nutritive pour chacun tout en préservant l'environnement ne repose pas seulement sur la production agricole mais

sur l'ensemble du système alimentaire – collecte, transformation, distribution, consommation et gestion des déchets. En proposant de le doter de sept attributs – productif, rentable, inclusif, sain, durable, résilient et éthique –, l'ouvrage s'inscrit dans le concept de durabilité forte. C'est-à-dire qu'il considère l'importance des trois piliers de la durabilité – l'environnement, le social et l'économique – de manière égale, et estime qu'ils sont non compensatoires. Par exemple, l'augmentation du capital environnemental ne peut pas compenser une baisse du capital social ou économique, et vice-versa.

L'auteur identifie au sein du secteur privé, du secteur public, de la société civile, du monde académique et de la population des « agents de la transformation » capables de mener les investissements nécessaires au changement du système alimentaire. Leur point commun ? Une capacité d'analyse interdisciplinaire, intersectorielle et pratique. Ces 448 pages de connaissances s'imposent d'ailleurs comme un guide de qualité pour tous ceux qui souhaiteraient devenir à leur tour acteurs du changement. Au-delà des riches enseignements apportés sur le sujet traité, l'ouvrage est un véritable appel au « faire ensemble » et au « penser global ». Il reste maintenant à appliquer tout ce savoir aux réalités de terrain.

Pour pousser encore plus loin le raisonnement systémique caractéristique du sujet traité, la démarche pourrait porter un regard sur d'autres utilisations de l'agriculture, comme la production d'énergie ou de matériaux. Ces usages, bien que non vitaux, sont essentiels, et il faudrait sans doute réussir à les concilier, plutôt que de les opposer.

Diane Mordacq

L'ÉCOLOGIE N'EST PAS UN CONSENSUS. DÉPASSER L'INDIGNATION

François Gemenne

Paris, Fayard, 2022, 126 pages

LA VIE LARGE. MANIFESTE ÉCOSOCIALISTE

Paul Magnette

Paris, La Découverte, 2022,
304 pages

Comment sortir de l'impasse écologique ? Le 20 mars dernier, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) publiait son sixième rapport d'évaluation. Destinée aux décideurs politiques comme au grand public, cette nouvelle publication est venue renforcer un consensus bien établi sur l'origine anthropique du dérèglement climatique, sur l'ampleur des dangers associés à la poursuite des trajectoires actuelles d'émissions de gaz à effet de serre, et sur les leviers à notre disposition pour éviter un réchauffement global dont les conséquences seraient hors de contrôle. Dans les jours qui ont suivi la publication du rapport, les médias ont abondamment repris et illustré les principaux enseignements du rapport afin que chacun puisse prendre la mesure de ce qui se jouera dans les prochaines années. Pourtant, une actualité chassant l'autre, les appels au sursaut collectif sont à nouveau restés sans suite. Nous savons, et avons les moyens d'agir, mais nous retardons la mise en œuvre de politiques réellement transformatrices et préférons prolonger un *statu quo* synonyme d'aggravation des dégâts environnementaux.

L'inaction climatique est le point de départ des réflexions menées par François Gemenne et Paul Magnette

dans leurs ouvrages respectifs. Les deux auteurs ont en commun d'être de nationalité belge et professeurs d'université mais également de s'être chacun investi dans la vie politique, en France et au service de la campagne présidentielle du candidat écologiste pour François Gemenne, au Parti socialiste belge pour Paul Magnette. Face à un sentiment d'impuissance généralisée, leurs diagnostics convergent : les gouvernements ne sont pas à blâmer car ces derniers ne reçoivent pas de mandat électoral pour agir. La raison en est, selon les auteurs, que les politiques climatiques sont profondément conflictuelles et qu'elles se heurtent aux réticences, voire aux stratégies d'obstruction et de diversion, de ceux qui bénéficient de l'ordre établi.

De ce constat amer, les deux auteurs tirent des conclusions politiques communes. Pour que les questions environnementales s'imposent comme priorité politique, l'écologie doit s'extraire de la tentation unanimiste et proposer un nouveau contrat social. Sans futur désirable, pas de bloc majoritaire. Dans ce contexte, François Gemenne alerte avec raison sur le risque de voir s'installer une forme de climato-défaitisme face à l'amplification des dérèglements, aux écarts grandissants entre les objectifs officiels et les actes, mais aussi à l'incohérence entre des efforts individuels et un sentiment de paralysie collective. Pour rompre avec l'immobilisme, l'écologie doit donc s'arrimer à la question des inégalités, et c'est aussi la conviction de Paul Magnette qui avance dans son livre l'ébauche d'une pensée « écosocialiste », assurant la convergence entre protection du climat et critique du capitalisme.

C'est dans la deuxième partie de *La Vie large* que l'auteur défend avec force la nécessité d'un *aggiornamento* du socialisme, qui doit prendre ses distances

avec la logique productiviste et intégrer pleinement la question des limites planétaires. De son propre aveu, le lien entre réduction des inégalités et baisse des émissions est encore trop peu documenté, mais Paul Magnette a l'audace de formuler une série de propositions, concernant notamment le partage du pouvoir dans les entreprises, qui devrait non seulement permettre une meilleure prise en compte du bien-être des travailleurs mais aussi se traduire par des choix stratégiques plus soutenables car à rebours des logiques court-termistes. De la même manière, l'auteur ouvre une réflexion bienvenue sur les sources réelles de bien-être, arguant que l'investissement dans des services publics de qualité permettrait de réduire la consommation de compensation. Si la déclinaison concrète de ces propositions mériterait certainement d'être développée, il faut saluer l'effort de Paul Magnette pour sortir du consensus mou et jeter les bases d'un récit politique engageant.

Les lectures de ces deux ouvrages se révèlent très complémentaires. Le réalisme de François Gemenne est éclairant, tant pour anticiper les possibles effets pervers des discours écologistes que pour penser un changement systémique autour des « minorités déterminées » qui agissent d'abord à l'échelle de leurs territoires ou domaines d'activité. Néanmoins, la définition d'un cap politique clair, comme celui qu'esquise Paul Magnette, reste nécessaire pour déployer harmonieusement ces énergies et espérer engager un mouvement d'ensemble dans les meilleurs délais. Rien n'oppose ces deux approches : il semble au contraire judicieux de les mener de front pour se donner les meilleures chances de réussir le combat climatique.

Carole Mathieu

Sécurité/Stratégie

GUERRES INFINIES. ASPECTS MILITAIRES DES GUERRES IRRÉGULIÈRES

Pierre Santoni

Paris, Éditions Pierre de Taillac,
2022, 426 pages

C'est un panorama très complet des guerres non interétatiques, du XX^e siècle à nos jours, que nous présente Pierre Santoni. Fort d'une riche expérience opérationnelle, réputé pour ses études tactiques et doctrinales, il fait ici œuvre d'historien, passant en revue les formes dites « irrégulières » de la conflictualité : guerres civiles, révolutionnaires, de partisans, de libération, guérilla urbaine, cyberguerre.

Au-delà des aspects militaires – recrutement, formation, équipement des parties en présence –, il analyse le rôle des facteurs sociologiques, notamment ethniques et religieux, dans la genèse de ces conflits, leur déroulement et leur éventuelle issue.

L'auteur nous rafraîchit la mémoire, nous instruisant sur des conflits oubliés ou peu connus du lecteur français, anciens ou lointains. On redécouvre ainsi la guerre de libération du Bangladesh (1971), ou les quatre guerres de l'Eelam qui ont déchiré le Sri Lanka entre 1973 et 2009.

La question cruciale pour les états-majors, à savoir « comment une armée régulière s'adapte-t-elle à une guerre irrégulière ? », a inspiré les théoriciens de la contre-insurrection. Tous les modes d'action sont ici passés en revue : emploi de petites unités mobiles,

quadrillage ou cloisonnement du terrain, contact à garder avec les populations afin de « gagner les cœurs », etc. Ainsi naissent de véritables doctrines comme l'action intégrale, développée par les autorités colombiennes dans leur lutte contre les FARC et adaptée par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord dans sa *comprehensive approach* (approche globale), qui entend prendre en compte tous les aspects militaires et non militaires d'une crise.

Le dénominateur commun de toutes ces guerres irrégulières, indépendamment de leur durée et des effectifs engagés, est la violence sans limites – y compris les crimes avant, pendant et après les batailles. Cette violence, indissociable du choc cinétique de l'affrontement, et qui produit souvent des dommages collatéraux, peut également s'exercer dans des opérations psychologiques pour terroriser l'adversaire ou diffuser une propagande. C'est aussi ce type d'opérations qui s'emploie en riposte, même au regard de l'hybridité d'une force adverse constituée de combattants mais aussi de criminels de droit commun, de groupes mafieux et de fanatiques politiques ou religieux.

L'auteur souligne que l'utilisation de certains matériels (véhicules, aéronefs, embarcations rapides) a pu influencer sur le rapport de force en manœuvrabilité ou en puissance de feu, sans pour autant s'avérer toujours déterminante. Le vainqueur d'une guerre n'est en effet pas toujours celui qui l'emporte sur le terrain, comme l'ont montré les guerres de décolonisation de la France ou du Portugal.

Quelle que soit l'issue de ces conflits, ils demeurent l'affaire des combattants et de leur chef sur le terrain, seigneur de guerre comme Ahmad Shah Massoud

ou personnage légendaire comme le fantasque baron balte Ungern-Sternberg contre les bolcheviques, ou Lawrence d'Arabie contre les Ottomans. Il s'agit toujours d'un chef clairvoyant au charisme puissant, parfois sous-officier ou général, souvent lieutenant ou capitaine. L'auteur en cite pour chaque conflit, laissant transparaître une discrète admiration pour certains d'entre eux.

Qui gagne dans une guerre irrégulière ? Pierre Santoni nous livre sa réponse : celui pour qui l'enjeu est existentiel.

Stéphan Samaran

**THE FRAGILE BALANCE OF TERROR:
DETERRENCE IN THE NEW NUCLEAR AGE**

Vipin Narang et Scott D. Sagan
(dir.)

Ithaca, Cornell University Press,
2023, 270 pages

Agitation de la menace nucléaire par Vladimir Poutine, accroissement de l'arsenal nucléaire chinois ou perfectionnements balistiques nord-coréens : la stabilité stratégique à laquelle les décideurs étaient habitués depuis la fin de la guerre froide s'érode.

Tel est le constat que Vipin Narang, ancien chercheur au MIT et désormais sous-secrétaire adjoint à la Défense pour la politique spatiale, et Scott D. Sagan, chercheur à l'université de Stanford, posent ici avec les contributions d'une dizaine d'experts et de chercheurs.

Les quatre premiers chapitres dressent le paysage des nouvelles menaces. Caitlin Talmadge s'intéresse à la dissuasion

multipolaire, dilemme auquel les États-Unis doivent faire face en raison de la montée en puissance de la Chine, avec laquelle ils n'entretiennent pas la même relation – tendue mais nourrie d'échanges et de mécanismes de contrôle – qu'avec la Russie. Le scénario d'une escalade involontaire est d'ailleurs crédibilisé par l'importance croissante des réseaux sociaux et leur utilisation parfois débridée par les décideurs, comme l'exposent Vipin Narang et Heather Williams. Il est ainsi plus que jamais nécessaire de sécuriser certains canaux de discussion, même avec des États avec lesquels les relations sont difficiles. C'est notamment le cas de la Corée du Nord, où la personnalité pathologique du leader pose de nouveaux dilemmes en termes de dissuasion, présentés par Rose McDermott. Enfin, Amy Zegart explore l'impact de la source ouverte sur la lutte contre la prolifération et la dissuasion, sociétés privées et amateurs pouvant tout autant être utiles à leurs gouvernements que les desservir.

La seconde partie s'attarde sur les conséquences de ce nouvel âge nucléaire sur les concepts et stratégies développés pendant la guerre froide. Jeffrey Lewis et Ankit Panda se posent ainsi la question de la suffisance des arsenaux, en s'attachant aux cas indien, pakistanais et nord-coréen, où la perception des gouvernements locaux de leur propre environnement stratégique prévaut sur l'idée que peuvent en avoir les pays occidentaux. Dans la même veine, Christopher Clary s'interroge sur la pertinence de la « contre-force », face à des dyades nucléaires de plus en plus variées et l'émergence de nouvelles technologies comme les armes hypersoniques. Les normes et pratiques de *command & control* sont aussi susceptibles d'être remises en cause par ces évolutions technologiques et l'aggravation de

la menace, postulent Giles David Arce-neaux et Peter D. Feaver. Enfin, Mark S. Bell et Nicholas L. Miller critiquent le concept de *nuclear learning*, très en vogue durant la guerre froide, et qui postulait que les nouveaux États nucléaires évolueraient vers une pratique plus responsable, ce qui ne semble pas être le cas avec la Corée du Nord, le Pakistan ou même la Chine.

Si la conclusion de l'ouvrage est sombre, voire pessimiste, on pourra cependant se réjouir de l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs et stratégestes sur les questions nucléaires, et d'une actualisation tout à fait pertinente des dilemmes de la guerre froide. Très complet, s'intéressant à des problématiques connues comme plus confidentielles, *The Fragile Balance of Terror* a également le mérite de proposer des pistes de réflexion et des solutions concrètes. On peut néanmoins regretter un point de vue très américano-centré, tous les auteurs étant anglo-saxons.

Héloïse Fayet

ORIGINAL SIN: POWER, TECHNOLOGY AND WAR IN OUTER SPACE

Bleddyn E. Bowen

Londres, Hurst, 2022, 344 pages

Avec ce second ouvrage, Bleddyn Bowen confirme être un théoricien et expert de premier plan sur les questions de politiques spatiales. Revenant en détail sur « soixante-dix ans d'âge spatial global et militarisé », l'auteur du déjà remarqué *War in Space*, en 2020, propose un récit critique, cohérent et convaincant des origines de la « puissance spatiale » (*spacepower*) jusqu'à sa

maturité. Il surprend par sa capacité à s'appropriier des sujets anciens et connus en les présentant sous un angle nouveau et stimulant.

Trois grands thèmes – ou malentendus – sont identifiés et explorés. Tout d'abord, l'espace « n'a pas été développé pour l'intérêt commun de l'humanité tout entière ». Il n'est pas spécial, particulièrement propice à la coopération internationale ou immunisé contre le risque de conflit, mais constitue bien un milieu comme les autres. Utilisé d'abord et surtout pour faire la guerre – y compris nucléaire –, il est investi par une myriade d'intérêts politiques, économiques et idéologiques. Cet héritage tragique – ce « péché originel » –, que l'emphase mise sur l'exploration, la science ou encore la « part du rêve » tend à occulter, est là pour rester.

Ensuite, l'âge spatial dans lequel nous vivons depuis 1957 est global. Il n'est pas un luxe à la portée des seules grandes puissances du moment, mais une nécessité « normalisée » reflétant intérêts et ambitions de nombreux acteurs, attirés par les retombées multiples des satellites. Ce qui explique que « le péché originel [...] ne colore pas seulement les rêves des Américains et des Russes dans l'espace, mais de toutes les puissances spatiales majeures du XXI^e siècle ».

Enfin, l'espace est devenu à ce point essentiel à la sécurité, à la prospérité, à l'économie de nos sociétés qu'il constitue aujourd'hui un facteur différenciateur de puissance, et donc une cible de choix. Cette réalité, qui s'inscrit dans le droit fil du « péché originel », doit être assumée pour ce qu'elle est : c'est bien la dépendance sans cesse croissante vis-à-vis de l'espace qui est la cause de

l'instabilité actuelle et non l'« arsenalisation de l'espace », objet de dénonciations croisées quand elle n'est qu'un symptôme.

Cette dernière réflexion, la plus riche et stimulante, prolonge les travaux de l'auteur entamés dans le cadre de son travail doctoral sur l'espace comme « littoral cosmique » défini par sa relation avec la Terre. Elle renvoie dos à dos les effets de posture diplomatique sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les amateurs d'analogies guerrières mais bancales comme le « point haut ultime ». *Original Sin* réussit ce faisant l'exploit d'apporter un bol d'air frais à une communauté experte habituée à fonctionner en vase clos ressassant des postures réductionnistes, tout en bousculant une communauté universitaire ou scientifique dont le refus de pertinence politique ancré dans un solide idéalisme est trop souvent synonyme de déconnexion avec les enjeux qu'elle prétend décrire, expliquer et comprendre. L'ouvrage n'est certes pas toujours facile d'accès et quelques longueurs pourront avoir raison du lecteur non averti ou peu motivé. Alors que les évolutions du contexte stratégique plaident pour une urgente compréhension des dynamiques de puissance à l'œuvre dans l'espace, il n'en constitue pas moins un guide indispensable, pour les chercheurs comme les praticiens.

Guilhem Penent

GUERRE D'UKRAINE

Olivier Kempf

Paris, Economica, 2022, 200 pages

Comment écrire l'histoire d'une guerre au présent ? Comment, dans le

brouillard de la guerre, à l'heure des réseaux sociaux et de l'information en continu, faire œuvre d'historien de l'immédiat, en essayant de garder du recul et d'analyser les événements militaires en train de se réaliser ? Le livre d'Olivier Kempf nous permet de répondre en partie à cette interrogation ; tout part des billets hebdomadaires – et non quotidiens pour se donner le recul nécessaire – que le général en 2^e section a livrés sur Twitter, du déclenchement de l'offensive le 24 février 2022 jusqu'à la fin du mois de septembre. On y suit l'évolution du conflit dans cette presque première année de guerre. Tirant profit et parti de sources ouvertes dans les deux camps, ces billets soulignent la réalité d'un champ de bataille devenu transparent, où le renseignement n'est plus le seul apanage des états-majors, mais où il devient possible de documenter, et partant d'expliquer, un conflit au XXI^e siècle.

La question des outils, des méthodes et de l'analyse n'est pas non plus éludée. On ne trouve pas ici de billets d'humeur ou de prédictions, mais un point de vue qui interroge les postures et choix opérationnels des deux protagonistes, les options possibles et l'importance d'une recontextualisation permanente. La démarche de l'auteur est autant celle du praticien passé que de l'historien, avec un choix délibéré de faire une focale sur tel ou tel axe, en mettant de la cohérence et du sens dans la complexité. Il n'y a pas de divination, mais le choix de peser au trébuchet ce qui se perçoit et ce qui reste hors de nos capacités de détection. On pourrait évidemment, avec le recul, critiquer la forme car ces billets peuvent avoir été tempérés ou démentis ; mais ils offrent un cas unique d'observation d'un conflit et des perceptions qu'il modifie.

Surtout, le choix de formuler commentaires militaires et politiques renvoie à ce qu'est finalement la nature profonde et clausewitzienne de la guerre.

Trois leçons peuvent être tirées de cet ouvrage. D'abord, la guerre éclair n'existe pas/plus, et la résilience des États conduit soit à des formes de « pat » stratégiques, soit à de possibles escalades. Olivier Kempf souligne pourquoi cette guerre est devenue existentielle pour l'Ukraine comme pour la Russie, avec pour corollaire l'idée qu'elle va durer. Deuxième leçon : il faut revenir sur le concept de « haute intensité » et préférer les termes de guerre régulière, dissymétrique, conventionnelle, blindée-mécanisée, c'est-à-dire redonner aux adjectifs leur sens matériel. Enfin, la guerre d'Ukraine, dernière guerre du XX^e siècle ou première du XXI^e siècle, additionne les dernières technologies (drones, cyber, guerre de l'information...) tout en recyclant des équipements et des matériels parfois très datés. L'observation de ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine constitue un vivier de réflexions essentielles sur la conflictualité d'aujourd'hui et de demain.

Guillaume Lasconjaris

EUROMISSILES: THE NUCLEAR WEAPONS THAT NEARLY DESTROYED NATO

Susan Colbourn
Ithaca, Cornell University Press,
2022, 408 pages

Avant d'aboutir à la signature du Traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) – édifice majeur pour l'architecture de contrôle des armements signé

en décembre 1987 –, la crise des Euro-missiles a ouvert une séquence de tensions particulièrement longue, de dix ans. Susan Colbourn, directrice adjointe du Triangle d'études de sécurité à Stanford et à l'université de Duke, en livre un récit précis et étayé sous l'angle de la relation transatlantique.

Pensé comme une contribution d'histoire diplomatique, l'ouvrage suit les tractations internes à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) précédant les *rounds* de négociation Est-Ouest ; un moyen de déconstruire la sémantique de crise souvent accolée aux Euro-missiles. Trompeuse, cette notion masque une temporalité longue entrecoupée de flambées de tensions. Quant au déroulé des événements, il est difficile de parler de rupture, tant l'OTAN est alors convoquée par des questionnements similaires à ceux connus depuis sa création en 1949, le premier étant : comment rendre la dissuasion étendue crédible quand le membre le plus puissant de l'Alliance est le plus éloigné de la ligne de front ? De fait, il est difficile de voir dans l'option retenue par les Alliés – la double approche (*dual track*), consistant à engager des négociations parallèlement au déploiement des missiles intermédiaires *Pershing II* et de croisière *Gryphon* en Europe, adoptée en 1979 – autre chose que la poursuite de la fragile politique d'équilibre en vigueur pendant la Détente, et dont l'objectif principal était de répondre au sentiment d'insécurité des alliés européens tout en engageant le dialogue avec Moscou.

Le caractère inédit de la crise est plutôt la mobilisation sans précédent des mouvements pacifistes européens de tous bords, qui ajoutent à la complexité des mécanismes de décision multinationaux

un questionnement profond sur l'OTAN et ses fondements. À tel point qu'après avoir demandé avec vigueur la destruction des Euromissiles, les alliés ont ensuite été inquiets de voir les négociations aboutir, tant le coût politique du prépositionnement des missiles, seulement trois ans avant la signature du traité FNI, avait été important. Ainsi, sans pour autant rompre avec une représentation de l'OTAN où Washington figure en *primus inter pares*, l'ouvrage éclaire plusieurs rouages du fonctionnement de l'Alliance, notamment l'influence des pressions exercées par les pouvoirs politique, économique et militaire en Europe et, par extension, l'importance de la quête de consensus.

À plusieurs égards, l'histoire des Euromissiles éclaire présent et avenir. Après la dénonciation du traité FNI en 2019, on peut se demander si l'approche alors retenue peut être répliquée au XXI^e siècle, et conduire la communauté internationale à reconstruire une architecture de contrôle des armements viable. L'auteur ne répond pas à la question de manière tranchée. En considérant qu'au terme du processus de négociation du traité FNI, seuls 3 % des arsenaux nucléaires des deux superpuissances ont été éliminés, le bilan est restreint note-t-elle, soulignant que les décisions successives de déploiements et des objectifs de destruction des Euromissiles ont impliqué des paris risqués, qui auraient très bien pu échouer. En l'absence de dirigeants réformateurs de l'envergure de Gorbatchev, la recette de la décision *dual track* semble difficilement répliquable.

Morgan Paglia

Europe

L'EUROPE CENTRALE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19. DE LA TRANSFORMATION ANTHROPOLOGIQUE VERS LA RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE

Kinga Torbicka (dir.)

Varsovie, WUW [Éditions de l'université de Varsovie], 2022, 232 pages

À peine éteints les derniers feux et contre-feux de la pandémie de Covid-19, on voit paraître des travaux de recherche visant à analyser les choix politiques et économiques des acteurs étatiques, ainsi que les impacts multiformes de cette première crise sanitaire mondiale du XXI^e siècle. L'équipe de recherche en sciences humaines et sociales du Centre de civilisation française et d'études francophones de l'université de Varsovie livre ici un volume ambitieux et réussi, intégralement disponible sur Internet. Cet ouvrage propose un regard pluriel sur la macro-région d'Europe centrale, étudiée sous l'angle des changements imposés par la pandémie et des choix stratégiques de ses élites politiques.

Le livre s'articule en deux parties qui apportent des réponses à la double problématique évoquée dans son sous-titre. Ainsi, les auteurs des six premiers chapitres regroupés dans la première partie s'interrogent-ils d'abord sur les effets sociaux et sociétaux de la crise pandémique en Europe centrale. Les cas étudiés abordent tant la dimension médiatique et culturelle de la transformation enclenchée par le Covid-19, que ses implications discursives dans les

tensions observées entre l'opinion publique et la parole scientifique. La seconde partie, plus longue, comporte neuf chapitres axés sur la redéfinition des politiques étrangères des États d'Europe centrale dans leurs rapports bilatéraux et multilatéraux – en particulier au sein du groupe de Visegrad. Les nombreuses références au cas polonais sont justifiées par le poids économique croissant de la Pologne dans la région, mais également par son ambition à devenir le leader des États d'Europe centrale, dans un contexte où, paradoxalement, le gouvernement de Varsovie tend à se démarquer de la ligne politique des États moteurs de l'Union européenne (la France et l'Allemagne), au risque d'un certain isolement. Les études consacrées à la Hongrie ou encore à la République tchèque viennent toutefois compléter le tableau, ce qui permet des analyses croisées éclairantes.

Dans leur ensemble, les contributions ne constituent pas seulement un premier bilan des effets directs de la pandémie dans la macro-région d'Europe centrale. Elles donnent également – et c'est là leur qualité indéniable – un aperçu des possibles évolutions politiques et de leurs effets potentiels sur l'Union européenne et sa politique de voisinage, alors que la Russie continue de remettre visiblement en question l'ordre territorial et géopolitique du continent. À ce titre, le rôle des mouvements populistes, le rapport à la démocratie libérale en Pologne et plus encore en Hongrie, les formes existantes ou envisagées de coopération régionale renforcée (Visegrad, Trois Mers et autres) – notamment pour ce qui est d'enjeux tels que l'innovation et la réindustrialisation – ont subi sous l'effet de la pandémie une redéfinition plus ou moins marquée. Enfin, le risque croissant d'avoir à gérer demain de nouvelles pandémies rend de plus en plus

pressante la réflexion collective sur la « géopolitique de la vaccination » – sans aucun doute l'un des nouveaux défis du XXI^e siècle.

Pierre-Frédéric Weber

LE FRÉRISME ET SES RÉSEAUX, L'ENQUÊTE

Florence Bergeaud-Blackler
Paris, Odile Jacob, 2023,
416 pages

Le frérisme ne se réduit pas à la Confrérie, il est « un système d'action, doté indissociablement d'une vision du monde, d'une identité collective, d'un plan [...] il est un mouvement politico-socio-religieux ». Très densément documentée, l'enquête ici proposée se compose de dix chapitres guidant le lecteur depuis les objectifs historiques de la Confrérie et les écoles de pensée qui l'ont enrichie, jusqu'aux ressorts actuels de sa projection en Europe, devenue « Euro-islam des Frères ». L'auteur décrypte les instances qui l'ont structurée, organisationnelles et humaines, mais aussi les dissensions qui l'ont traversée au gré du temps, et les relations d'influence qu'elle entretient avec d'autres mouvances identitaires émergentes.

Le frérisme constitue une ramification de la Confrérie née en 1928. À cet égard, le contexte crucial de l'émergence des années 1920 est très justement évalué : en présentant la fin symbolique du modèle califal, en soulignant la dimension centrale des narratifs idéologiques bâtis contre l'Europe, en nommant la Confrérie comme « premier mouvement décolonial ». Si cet aspect est évalué au prisme d'une époque où le

décolonialisme demeure un objet de recherche très en vogue, la formule souligne la jointure entre l'islamisme et le combat contre l'Occident. La Confrérie s'invite comme proposition de rattrapage historique des blessures ressenties dans le *dâr-al-islam*, d'où son caractère « revivaliste », justement relevé ici.

Par ailleurs, Florence Bergeaud-Blackler révèle l'existence en Europe de deux documents inédits de planifications de la Confrérie, l'un daté de 1979 émis à Lugano, et l'autre quadriennal (2008-2011) découvert en Allemagne. L'Euro-islam des FM aurait donc investi l'Europe occidentale par la France – où l'Union des organisations islamiques de France naît en 1983 –, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Allemagne, puis des institutions transnationales au nom bien européen à l'instar des Instituts européens de sciences humaines – le dernier créé à Strasbourg en 2018 ne figure pas dans le livre –, ou le Fémyso, branche des jeunes FM, dérivé de la structure européenne officielle des Frères, le FOIE, créée en 1989. L'islamisation de la connaissance serait donc en marche, y compris pour les femmes – les Sœurs musulmanes – et les « petits muslims ».

Par le croisement des réseaux identitaristes d'Europe, l'anthropologue française parvient à présenter un panorama dont le réseau frériste constitue le centre, bordé sur sa gauche d'alliés favorables au décolonialisme indigéniste, au post-islamisme, et soutenu à droite par le salafo-frérisme. Enfin, en montrant l'importance d'un *soft power* européen consensuel qui s'intrique à la lutte contre l'islamophobie, elle éclaire une certaine bienveillance à l'égard du frérisme d'institutions comme le Conseil de l'Europe.

À l'aune de la recrudescence des dérives narratives au nom de l'identitarisme, la légitimité de l'immense travail

de Florence Bergeaud-Blackler s'impose aujourd'hui aux attaques et menaces d'individus ne concédant aucune considération au travail scientifique critique.

La démarche demeure critique, sans conteste, tout au long de l'ouvrage, n'hésitant pas à cibler les ex-frères et les ambiguïtés de certains chercheurs et institutions.

Anne-Clémentine Larroque

IMMIGRATION : LE GRAND DÉNI

François Héran

Paris, Seuil, 2023, 192 pages

Les débats sur l'immigration qui secouent la société française reposeraient trop souvent sur une erreur d'analyse qui nécessite de « rétablir les faits ». Huit chapitres s'y emploient ici, qui cadencent les errements de la politique migratoire de la France depuis 2000. En présentant dans chacun d'eux une idée structurante des enjeux liés aux migrations, l'ambition centrale de ce court essai est un appel au « grand renouvellement », plutôt que de céder à la peur infondée d'un « grand remplacement ».

Car aux représentations erronées d'une invasion étrangère du territoire national, François Héran, démographe, sociologue et titulaire de la chaire Migrations et sociétés au Collège de France, oppose la précision des données. On ne saurait être pour ou contre l'immigration : il s'agit d'un phénomène inéluctable, en France comme à l'étranger.

Les faits, c'est une part de 10,3 % d'immigrés installés en France – un

record historique. Ce chiffre, en augmentation, est dû d'abord aux migrations d'étudiants, mais aussi de travailleurs et, plus marginalement, aux demandeurs d'asile. Le regroupement familial quant à lui, s'il cristallise les polémiques, baisse sensiblement. Tableaux et graphiques à l'appui, le démographe démontre que le pays est pourtant loin de prendre sa part dans l'accueil des étrangers au sein de l'Union européenne. À ce titre, l'exemple le plus criant est le décalage avec l'Allemagne qui, à population égale, a accueilli quatorze fois plus de Syriens entre 2014 et 2020. Du reste, la France est loin d'être le pays le plus attractif parmi ses voisins : un argument qui devrait repousser le spectre d'un « appel d'air ».

La réalité des migrations, c'est également la « lente infusion » de la société française, principe selon lequel la minorité d'hier sera diluée dans la majorité de demain. Discriminés par le passé, les Belges, les Italiens, les Portugais ou les Espagnols ne se voient plus aujourd'hui refuser leurs pleins droits de citoyens français. Et au début du XIX^e siècle, le méridional pouvait passer pour un étranger aux yeux du Parisien, et inversement. Au fond, « l'essor de l'immigration ne fait que s'insérer dans la longue série de ces mutations » qui ont façonné le pays, raison pour laquelle la « continuité historique » chère à l'extrême droite est une notion illusoire.

À partir de ces constats, François Héran suggère une voie réaliste et dépassionnée en faveur d'une « politique active d'accueil et d'intégration ». Ainsi n'hésite-t-il pas à brocarder la volonté du ministre de l'Intérieur d'« être méchant avec les méchants et gentil avec les gentils ». C'est qu'il n'y a pas de ligne claire entre étrangers réguliers

(les « gentils ») et irréguliers (les « méchants »), la précarité ne tenant parfois qu'à l'impéritie de l'administration.

De ce livre bref, mais foisonnant d'idées toujours claires et argumentées avec minutie, un message ressort, qui veut prendre de la hauteur sur notre époque : « Le temps viendra où l'on s'étonnera de découvrir que, dans les années 2020, il se trouvait encore en France des publicistes et des politiciens pour remettre en cause l'appartenance à la société française des citoyens ayant une origine maghrébine ou subsaharienne. »

Que le titre, ambigu, ne trompe pas. *Immigration : le grand déni* est un plaidoyer pour que la France redevienne pleinement la terre d'accueil qu'elle prétend être.

Vladimir Pol

Afrique

CIVIL WARS IN AFRICA

Kelechi A. Kalu et George Klay Kieh Jr. (dir.)

Lanham, Lexington Books, 2022, 358 pages

L'Afrique post-coloniale est devenue un continent de guerres civiles, consécutives aux déceptions engendrées par les indépendances dès la première génération de leaders africains, qui trouvent de profondes racines dans la période coloniale et les errements d'un pouvoir extérieur intrinsèquement empreint de

violence et de manipulation ethnique. Telle est la thèse présentée ici dans une série de monographies-pays par des chercheurs africains. Leurs contributions individuelles ont été cordonnées, et enveloppées d'une introduction théorique et d'une conclusion synthétique sur les leçons à tirer des analyses de cas, par deux politologues africanistes américains, dont le second enseigne aussi au Liberia – pays qui fut victime à la fin du XX^e siècle d'une guerre particulièrement cruelle.

Le livre est riche de données empiriques et de réflexions théoriques sur les guerres civiles qui se sont multipliées au sud du Sahara après la fin de la tension Est-Ouest. Les sources bibliographiques, très détaillées, sont anglophones sauf pour le chapitre sur le Rwanda, qui met en valeur à son sujet le rivalité franco-anglaise, y compris linguistique. Sont ainsi discutées dans le chapitre 1, rédigé par le professeur Kelechi A. Kalu, des théories un peu oubliées aujourd'hui, sur les « nouvelles guerres » (*new wars*), ou les analyses économicistes du britannique Paul Collier, pour mettre en avant le concept de *modified structural realism* élaboré en 1985 par l'américain Stephen Krasner – qui permet de prendre en compte, à la différence d'un positionnement réaliste classique, les interactions entre l'Afrique et des puissances extérieures comme la France ou les États-Unis.

Les études de cas, très inégales en longueur et en qualité, sont loin d'être exhaustives géographiquement et thématiquement. Celle sur la rébellion du Cameroun anglophone se concentre par exemple sur la question de l'impunité dans la répression gouvernementale, tandis que celle sur le Rwanda traite de l'appui français au régime du président Habyarimana et de ses suites jusqu'à la

mort de ce dirigeant le 6 avril 1994, qui lança le génocide des Tutsis. Les plus actualisés sont les chapitres sur le Soudan du Sud et sur le Burundi, particulièrement détaillés et remarquables, qui abordent directement la thématique ethnique dans la durée. Enfin, aucun des cas étudiés ne prend en compte une dimension de terrorisme islamique, et le Sahel est le grand oublié du livre.

La conclusion des deux coordinateurs insiste sur les interventions extérieures qui aggravent et prolongent les guerres civiles africaines. Elle estime qu'une réforme de la gouvernance étatique dans le sens de la transparence et de l'inclusion, mais aussi une révision des frontières des États africains, sont indispensables pour mettre fin aux guerres civiles qui les ravagent. Cette argumentation, intellectuellement cohérente, est malheureusement presque impossible à mettre en pratique sur un continent divisé en une cinquantaine de pays.

François Gaulme

Asie

BETWEEN MARKET ECONOMY AND STATE CAPITALISM: CHINA'S STATE OWNED ENTERPRISES AND THE WORLD TRADING SYSTEM

Henry Gao et Weihuan Zhou
Cambridge, Cambridge University Press, 2022, 196 pages

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les différents accords que la

Chine a signés en son sein sont-ils suffisants pour la contraindre à supprimer les plans massifs de subventions qu'elle destine à ses entreprises d'État ? Voici la question à laquelle ce livre cherche à répondre par l'affirmative.

L'administration américaine a indiqué dès 2018 *via* son ambassadeur à Genève Dennis Shea que, selon elle, l'OMC n'était pas outillée pour contraindre la Chine à faire les changements nécessaires pour devenir une économie de marché.

Les auteurs expliquent que le capitalisme d'État qui existe en Chine pose deux problèmes essentiels pour le système international libéral. Le premier prend la forme de plans de subventions à l'export qui font baisser le prix des produits chinois de manière artificielle sur les marchés extérieurs. Le second est la préférence donnée aux entreprises d'État sur le territoire chinois, empêchant ainsi la libre concurrence et le développement des entreprises étrangères en Chine.

Pour les deux auteurs, Gao et Zhou, le protocole d'accession de la Chine à l'OMC et les règles générales de l'institution permettent de faire face à ces difficultés ; ces règles n'ont tout simplement pas été suffisamment utilisées par les autres États membres de l'organisation internationale. Pour « sauver » l'OMC, il faudrait donc que les États membres de l'institution fassent des recours collectifs contre la Chine devant l'Organe de règlement des différends de l'organisation, en prenant comme base juridique le protocole d'accession signé par la Chine.

Si cet ouvrage propose la plainte à l'OMC ainsi que les négociations bilatérales et multilatérales comme moyens de faire

rentrer la Chine dans le « droit chemin du libéralisme », son argumentation n'est pas toujours très convaincante. En effet, si cette solution, accessible aux États membres depuis l'arrivée de la Chine dans l'organisation en 2001, n'a que peu été utilisée au sujet des subventions et des entreprises d'État chinoises, les auteurs n'expliquent pas pourquoi les États n'y ont pas eu recours. En réalité, il faut en moyenne plus de deux ans pour obtenir une première décision, et deux ans de plus si l'État accusé fait appel. Étant donné que la Cour d'appel a été désactivée par les États-Unis en 2018, il serait aisé pour la Chine de faire appel de toute décision qu'elle ne souhaiterait pas voir se concrétiser, et ainsi reporter le jugement la concernant à la nuit des temps.

Ce livre, à la fois très fouillé sur le plan juridique (chapitre 5) et très précis sur les réformes successives des entreprises d'État en Chine (chapitre 2), cherche peut-être à convaincre les lecteurs de l'impossible : que sans réforme ni changement substantiel au niveau politique, l'OMC arrivera à faire de la Chine une économie de marché.

Camille Brugier

THE CASHLESS REVOLUTION

Martin Chorzempa

New York, Public Affairs, 2022,

320 pages

L'histoire récente du développement des technologies financières en Chine pourrait sembler un sujet étroit, voire aride. Il n'en est rien. Il s'agit au contraire d'une révolution d'une portée considérable, qui a chamboulé les paiements, l'épargne et les banques en

Chine, mais aussi marqué une ère nouvelle dans le développement du numérique. Ces changements ont fait d'un système financier encore rigide, étatisé et à bien des égards sous-développé en 2013, le leader mondial en termes de sophistication et d'extension dès 2017. Pionnière dans l'innovation, la finance numérique chinoise le sera également dans certaines dérives. Dans un livre remarquablement documenté, nourri du vécu personnel sur place de ces années folles, Martin Chorzempa en fait un récit haletant et souvent étonnant – mais surtout riche en paradoxes et en enseignements.

Le retard de la Chine dans les systèmes de paiement et l'organisation du système bancaire, couplé au conservatisme d'un pouvoir arc-bouté sur la défense des banques d'État, ont ouvert la voie au développement spectaculaire de nouveaux entrants s'appuyant sur des technologies radicalement nouvelles. Il ne faut pas voir là le calcul de planificateurs avisés, mais bien plutôt le succès paradoxal d'une régulation chinoise qui, pour compenser son caractère outrageusement rigide, laisse se développer dans ses interstices des systèmes de substitution, sans guère de contrôle tant qu'ils restent petits et peuvent faire figure d'expérimentation. En l'occurrence, ce sont ces bouche-trous supposés qui vont devenir les leaders et porte-drapeaux du secteur. Ce faisant, Tencent et Alibaba ont non seulement développé un système de paiement d'une efficacité inégalée, mais leurs « super-apps » ont aussi permis un développement symbiotique fulgurant du numérique chinois dans le commerce, les divertissements et la finance.

La démarche, clairsemée d'anecdotes, est fondée sur une connaissance intime des milieux financiers chinois. Ce qui

pourrait être un manque de recul ou d'élaboration théorique dans d'autres contextes s'avère ici précieux pour donner à comprendre l'enchaînement des événements. Pour montrer par exemple comment la fin du monopole des banques d'État a débouché sur un quasi-duopole privé ; ou encore pourquoi la critique publique du système financier permet à Jack Ma des avancées décisives en 2012 – quand le gouverneur de la Banque centrale Zhou Xiaochuan convainc les plus hautes sphères de la nécessité de bousculer un secteur inefficace et sclérosé –, alors qu'elle signe son discrédit en octobre 2020 – quand sa puissance apparaît comme un symbole des dérives du capitalisme et une menace pour l'ordre politique. Plus qu'aucun autre secteur, la finance en dit long sur les logiques d'économie politique et les jeux de pouvoir.

Reste la question des conséquences internationales, suggérée par le sous-titre du livre : « la fin de la domination américaine sur la finance et la technologie ». Sur ce point, l'auteur reste à juste titre prudent. Jusqu'ici, bien que source d'inspiration dans le monde entier, l'expérience chinoise se transpose mal à l'étranger parce qu'elle bute sur l'importance des spécificités culturelles et des enjeux politiques. En faisant de sa finance l'une des plus modernes et innovantes au monde, cette révolution a néanmoins démultiplié la capacité d'influence de la Chine de façon durable. L'histoire de ses conséquences est loin d'être achevée.

Sébastien Jean

ON DANGEROUS GROUND. AMERICA'S CENTURY IN THE SOUTH CHINA SEA

Gregory B. Poling
Oxford, Oxford University Press,
2022, 336 pages

La mention « Zone mal hydrographiée, dangers » a longtemps figuré sur les cartes marines de la mer de Chine méridionale (MDCM). Ce sont d'ailleurs ces incertitudes géographiques qui sont à l'origine de l'invention, par un géographe chinois en 1936, de la ligne en neuf traits, permettant dans un premier temps à la Chine de réclamer la possession de la totalité des îles contenues à l'intérieur puis, depuis 1998, de l'ensemble de la zone, mer et fonds marins inclus, au titre de droits historiques.

Aujourd'hui, il n'y a plus de danger pour la navigation, mais un danger lié aux tensions géopolitiques et à leur éventuelle escalade. Avec la rapide montée en puissance des marines de la Chine (marine de l'Armée populaire de libération, garde-côtes, milices), les tensions, avec les pays riverains mais aussi les États-Unis, sont en effet désormais quotidiennes. Le livre de G. Poling nous permet de comprendre comment la MDCM est devenue un des nouveaux points chauds de la guerre froide entre États-Unis et Chine. Il le fait en étudiant trois récits convergents : celui de l'origine des disputes territoriales et maritimes entre États riverains ; celui de l'attachement des États-Unis à la liberté des mers et de ses relations avec le droit de la mer ; enfin celui de l'histoire des alliances américaines dans la région, en particulier avec les Philippines.

La politique américaine a toujours favorisé le principe de liberté des mers

– notamment à l'occasion des discussions conduisant à l'adoption de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) –, appuyant ce principe par la conduite d'opérations de liberté de navigation dès 1979, réalisées maintenant de manière régulière en MDCM. La politique d'alliance américaine a subi de nombreux à-coups, comme la perte de l'allié sud-vietnamien mais aussi les évolutions de la politique philippine, notamment sous la présidence de Duterte. L'étude de ces deux politiques américaines en MDCM dans les cinquante dernières années révèle cependant une conduite réactive et erratique, marquant l'absence de stratégie de long terme.

La politique chinoise a quant à elle été marquée par un engagement graduel mais volontaire, méthodique et incluant une vision de long terme. Cet engagement a commencé dès 1974, avec une bataille contre les Sud-Vietnamiens dans les îles Paracels, et s'est poursuivi par l'installation sur des récifs dans l'archipel des Spratleys – ensuite transformés en véritables bases aéronavales –, et des incidents de plus en plus fréquents avec des navires des États riverains, en particulier philippins aux abords des îles Scarborough, mais aussi avec des unités américaines. Le volontarisme chinois s'est affirmé depuis 2016. La Chine a ainsi refusé de se conformer à la décision du Tribunal arbitral international prévu par la CNUDM qui a donné raison aux Philippines dans le litige les opposant en MDCM. L'absence de coûts significatifs sur la scène mondiale après ce refus de respecter une convention pourtant très largement respectée ne peut qu'inciter la Chine à remettre en cause, dans les années à venir, d'autres normes internationales.

Avec les problématiques de préservation de la biodiversité, largement dégradée par la surpêche en MDCM, faire obstacle aux ambitions de la Chine est bien l'enjeu majeur qui se joue dans cette zone, un enjeu remarquablement décrit par G. Poling.

Jean-Louis Lozier

Moyen-Orient et Monde arabe

LE GRAND SATAN, LE SHAH ET L'IMAM. LES RELATIONS IRAN/ÉTATS-UNIS JUSQU'À LA RÉVOLUTION DE 1979

Yann Richard

Paris, CNRS Éditions, 2022,
456 pages

L'Iran et les États-Unis étaient de proches alliés, avant que ne survienne la Révolution islamique de 1979 qui porta l'ayatollah Khomeiny au pouvoir. L'Amérique devint alors, aux yeux de Téhéran, le Grand Satan. L'évolution de la relation américano-persane est pourtant complexe, marquée de demi-teintes et d'hésitations nombreuses, y compris du temps de Mohammad Reza Pahlavi, dernier Shah d'Iran (1941-1979). C'est cette histoire aux multiples rebondissements que reprend, et documente abondamment, Yann Richard, spécialiste reconnu de l'Iran et de l'islam chiite.

L'auteur, qui nous rappelle d'abord la période des missionnaires occidentaux en Perse, du XVI^e au XVIII^e siècles, puis la compétition sans merci que se livrent les États-Unis et l'URSS pour affirmer leur influence sur l'Iran au lendemain

de la Seconde Guerre mondiale, décrit plusieurs épisodes clés. Le renversement de Mossadegh en 1953 bien sûr, au cours duquel le rôle de Washington, s'il est avéré, reste toutefois ambigu et fait l'objet de nombreuses versions. Le pacte de Bagdad (1955), l'échec d'Ali Amini (Premier ministre en 1961-1962), la négociation d'un statut particulier et protecteur pour les nombreux militaires américains stationnés en Iran et l'approbation en 1964 de leur immunité diplomatique, constituent autant de jalons dont saura profiter Khomeiny.

Ses discours enflamment les foules à partir des années 1960 (et notamment son discours à Qom en 1964 – reproduit intégralement dans l'ouvrage –, à la suite du statut accordé aux militaires américains), élargissant le spectre de la lutte à l'image d'un Iran et d'un monde musulman humiliés par l'arrogance occidentale et assujettis à sa culture. On connaît la suite. Il y eut, bien sûr, les tergiversations de l'administration Carter, le départ du Shah, la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran et la gestion de l'exil du Shah en fin de vie. L'ouvrage s'arrête à cette Révolution et, même si d'autres travaux ont largement exploré la relation ultérieure entre Washington et Téhéran, jusqu'aux négociations toujours en cours sur le nucléaire ; on ne peut s'empêcher d'espérer une suite à ce volume pour avoir, une fois de plus, le regard de Yann Richard.

Car ses enseignements sont nombreux. Le travail est précis, dense, extrêmement documenté et intègre plus largement que d'autres (cités dans un état de l'art précieux) le point de vue iranien. On y redécouvre la centralité de la concurrence entre les deux puissances de la guerre froide (l'URSS est frontalière de l'Iran), les non-dits et méfiances

américaines à l'égard d'un Shah que l'on considère comme un allié fidèle mais autocratique, parfois vu comme psychologiquement faible, et dangereusement obsédé par l'acquisition d'armements sophistiqués au détriment des réformes demandées par la population. On constate également la différence d'approche entre les Démocrates américains, méfiants à l'égard d'une dérive autoritaire, et les Républicains (le tandem Nixon-Kissinger voit d'abord l'allié). Beaucoup d'autres nuances indispensables à la compréhension par conséquent ce livre complet, dont l'appareil bibliographique, la chronologie et les index sont par ailleurs fort utiles.

Frédéric Charillon

LA DISPARITION DE L'EAU EN IRAK. AUX SOURCES D'UNE CRISE AVEC L'IRAN ET LES PAYS VOISINS

Mathilde Andreis

Paris, L'Harmattan, 2022,
156 pages

La disparition de l'eau en Irak est constatée depuis plusieurs décennies. L'Irak se superpose pourtant en partie à l'ancien territoire de la Mésopotamie, région entre les fleuves Tigre et Euphrate, berceau de la civilisation de Sumer. La communauté internationale accorde une grande importance à l'environnement, mais l'Irak est peu abordé sous cet angle. Le pays a vécu quatre événements successifs qualifiés d'« accidents » avec un impact sur la situation hydrique : la guerre Iran-Irak, la première guerre du Golfe et les embargos économiques, la deuxième guerre du Golfe, enfin la prise de Mossoul par Daech.

L'auteur aborde la complexité de la relation qu'entretient l'Irak avec l'eau, qui se résume de nos jours à un stress hydrique quotidien pour la société. En 2017, l'eau potable n'est accessible qu'à 93 % des citoyens et 70 % des résidents à la campagne. L'alimentation en eau est limitée à quelques heures quotidiennes par le gouvernement. Le secteur est touché par la corruption et, pour se voir garantir un approvisionnement, les Irakiens doivent payer un fonctionnaire, stocker de l'eau, ou faire appel à des entreprises privées. D'où une fracture sociale supplémentaire sur l'accès à l'eau.

Saddam Hussein a inscrit la politique de gestion de l'eau dans le cadre de la stratégie du parti Baas irakien. L'objectif était multiple : dévier l'eau, la retenir, ou encore y associer des centrales hydroélectriques. Le but était aussi de renvoyer une image de grandeur *via* ces constructions, pour impressionner les pays voisins. Le désenchantement s'observe aujourd'hui pour des infrastructures vétustes, peu efficaces pour produire de l'électricité, avec un réel risque d'effondrement pour certaines. L'agriculture, secteur naturellement tributaire de l'eau, est parmi les premières victimes des aléas hydriques. Les dépenses de l'État ont toujours été plus orientées vers le pétrole et la défense, marquant le passage d'une économie agricole à une économie pétrolière, au détriment de l'environnement.

Les politiques hydriques des voisins sont aussi responsables de la disparition de l'eau. Les infrastructures construites en Turquie dans le cadre du programme GAP (grand projet de barrages en Anatolie du Sud-Est) ont à la fois altéré la qualité de l'eau et diminué la quantité disponible en Irak.

Le Tigre est rejoint par cinq affluents iraniens, dont certains sont essentiels pour l'équilibre environnemental de la région du Chott-el-Arab. Traversant Bassorah, le fleuve débouche sur le Golfe. La salinité des eaux a fortement augmenté du fait de la construction de barrages en Iran, et les conflits ont aussi entraîné une pollution chimique du Chott-el-Arab. Plus généralement, la pollution de l'eau a été une stratégie de guerre de Daech (région de Tikrit, en 2004, en y versant du pétrole).

Pour ralentir la migration climatique qui a déjà débuté, plusieurs solutions

sont proposées. À l'échelle locale : introduction de mesures agricoles durables et fin des puits privés. Au niveau national : des méthodes d'irrigation plus économes en eau, avec notamment l'irrigation par aspersion. Au niveau international, des chercheurs proposent une gestion commune des deux fleuves *via* la création d'un organisme régional sous l'égide des Nations unies. Cette dernière solution supposerait de dépasser les rivalités politiques régionales.

Alexandre Pamart

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2023

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>